



COMMUNIQUE DE PRESSE - 28 SEPTEMBRE 2018

Chlordécone : le Président de la République reconnaît un scandale environnemental mais n'en tire pas les conséquences

Hier, et pour la première fois, un Président de la République a enfin reconnu publiquement que l'utilisation du chlordécone est à l'origine d'un scandale environnemental qui touche la Martinique et la Guadeloupe depuis 40 ans. C'est indéniablement une avancée.

Malgré cette déclaration, le Président de la République et le Gouvernement continuent de nier l'évidence quant au lien de causalité entre le chlordécone et certaines maladies, alors même que les Antilles françaises détiennent le record du monde du nombre de cancers de la prostate.

Combien de temps va encore durer ce déni ? **Si le scandale environnemental est reconnu, le scandale sanitaire lui continue...**

De ce fait, les victimes du chlordécone ne sont pas pleinement reconnues alors que 90% de la population est contaminée par cette molécule toxique. Le Gouvernement s'obstine à refuser la création du fonds d'indemnisation pour les phyto-victimes, qui a pourtant été votée à l'unanimité au Sénat.

À ce jour, la France n'a pas non plus tiré les leçons de son retard à interdire le chlordécone. Aujourd'hui encore, malgré les alertes de ses propres administrations, le Gouvernement refuse d'interdire de nombreux pesticides cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques ou perturbateurs endocriniens, sans parler du refus d'inscrire l'interdiction du glyphosate dans la loi.

Il y a urgence à protéger la santé publique.

Quentin Guillemain et Loubna Méliane, porte-paroles, et Vincent Defaud, responsable Écologie de la mer et Outre-mer